

I- Les relations extérieures du Canada

Manon Tessier

Volume 29, Number 2, 1998

L'économie du XXIe siècle de François Perroux à la mondialisation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703885ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703885ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Tessier, M. (1998). I- Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 29(2), 447–465. <https://doi.org/10.7202/703885ar>

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

Manon TESSIER*

I – Les relations extérieures du Canada

(janvier à mars 1998)

A — Aperçu général

Une autre mission commerciale pancanadienne connue sous le nom d'Équipe Canada se tenait en ce premier trimestre de l'année 1998 et c'est l'Amérique latine qui, cette fois-ci, figurait au programme. L'intérêt canadien pour la région des Amériques se matérialisait par de nouveaux efforts vers la libéralisation des échanges à l'échelle du continent. À quelques semaines du Sommet des Amériques de Santiago, plusieurs gestes étaient posés en ce sens et la déclaration ministérielle de San José, adoptée le 19 mars, pave la voie à cet événement au cœur duquel se retrouvera le Canada grâce à sa nomination à la présidence de la première phase de ces négociations. Sur la scène internationale, des situations politiques inquiétantes requéraient l'attention des autorités politiques canadiennes et aux premiers rangs de celles-ci, on retiendra l'Algérie, la région du Kosovo et l'Iraq.

B — Les politiques de défense

1 – L'OTAN

Le Canada devenait en février le premier membre de l'OTAN à ratifier les modifications du Traité de l'Atlantique Nord concernant l'adhésion des nouveaux membres. L'instrument de ratification était déposé auprès du gouvernement des États-Unis par l'ambassadeur du Canada à Washington¹. Toujours en février, on apprenait le maintien de la présence militaire de l'OTAN en Bosnie au-delà du mois de juin 1998. Le Canada poursuivra de ce fait sa

* *Chargée de recherche à l'Institut québécois des hautes études internationales, Québec.*

1. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 3 février 1998.

contribution à la SFOR (Force de Stabilisation) avec quelque 1 300 soldats en date du mois d'avril 1998².

2 – Le maintien de la paix

Le Conseil de sécurité de l'ONU adoptait à la fin du mois de mars la résolution n° 1159 créant la Mission des Nations Unies en Centrafrique (MINURCA). Lors d'une brève visite aux Nations Unies, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, annonçait la contribution canadienne à cette mission, à savoir, l'envoi d'une unité de 150 signaleurs qui assureront les communications pour l'ensemble de la MINURCA³. Cette participation marque le retour des Casques bleus canadiens sur le continent africain depuis le déploiement en décembre 1996 d'une coalition internationale au Zaïre. Signalons par ailleurs que les militaires canadiens réalisaient, le 5 mars, leur première mission opérationnelle de ravitaillement en vol au-dessus du golfe Persique dans le cadre de *Southern Watch*, l'opération multinationale visant à faire respecter l'interdiction de vol dans la partie sud de l'Iraq⁴ (cf. section J-2). Enfin, le ministre de la Défense nationale, M. Art Eggleton, évoquait, à l'issue d'une rencontre à Washington avec la secrétaire d'État américaine, la possibilité de déployer des gardiens de la paix canadiens additionnels en Europe afin de désamorcer la tension dans la région du Kosovo⁵.

3 – Désarmement et contrôle des armements

Le Canada organisait, les 23 et 24 mars, un atelier international sur la coordination de l'action contre les mines. Au cours de cet atelier, les participants se sont notamment penchés sur la capacité des Nations Unies à agir comme point de convergence pour la coordination des efforts de lutte contre les mines antipersonnel. Le Canada a ainsi annoncé qu'il accorderait 2 millions \$ au Fonds de contributions volontaires de l'ONU pour le déminage⁶. De plus, l'ACDI versera 2 millions \$ pour le déminage au Cambodge et en Afghanistan. Une autre réunion consacrée à l'action contre les mines se tenait en Hongrie en mars (cf. section H-1). Le ministre Axworthy appelait alors les participants à ratifier le traité – cinq pays sur les 124 signataires l'ont déjà fait – de façon à mettre le traité en œuvre dès cette année.

D'autre part, dans le dossier de la lutte contre le terrorisme, le Canada signait, en janvier, la Convention internationale pour la répression des attentats

2. Voir Ministère de la Défense nationale, *Opérations des forces canadiennes mises à jour*, 4 avril 1998.

3. *The Globe and Mail*, 27 mars 1998, p. A3, 28 mars 1998, p. A2; *Le Devoir*, 28-29 mars 1998, p. A9 et 1^{er} avril 1998, p. A5.

4. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué*, 6 mars 1998 et 2 avril 1998.

5. *The Globe and Mail*, 14 mars 1998, p. A13; Ministère de la Défense nationale, *Communiqué*, 11 mars 1998.

6. MAECI, *Communiqué n° 65*, 20 mars 1998, *Communiqué n° 66*, 24 mars 1998, *Communiqué n° 67*, 24 mars 1998; *Déclaration n° 98/19*, 23 mars 1998 et *Déclaration n° 98/20*, 24 mars 1998.

terroristes à l'explosif⁷. Le Canada avait présidé les négociations pendant l'élaboration de cette convention, préparée à l'initiative du G-8 et adoptée, en décembre 1997, par l'Assemblée générale de l'ONU.

4 – Autres questions

Le ministre de la Défense accompagnait en Afrique du Sud, du 1^{er} au 7 mars, une vingtaine de compagnies canadiennes spécialisées dans les secteurs de la technologie militaire. M. Eggleton signait avec son homologue sud-africain deux ententes qui devraient promouvoir la coopération industrielle entre les deux pays. M. Eggleton se rendait aussi en Allemagne ce trimestre⁸. Il participait du 6 au 8 février à la 34^e Conférence *Wehrkunde*, une activité qui lui donnait l'occasion de tenir des réunions bilatérales avec les ministres allemand et polonais de la Défense⁹. Enfin, le ministre Eggleton annonçait en janvier l'acquisition de 15 hélicoptères de recherche et de sauvetage *Cormorant* pour les Forces canadiennes¹⁰. Cette décision clôt un long débat qui avait été marqué en 1993 par l'annulation de la commande d'hélicoptères EH-101 faite par le gouvernement précédent. Un autre dossier d'équipement militaire, celui de l'acquisition de sous-marins conventionnels, devrait être réglé le trimestre prochain.

C — Les politiques économiques et commerciales

1 – La zone de libre-échange des Amériques

Le Canada faisait une fois de plus preuve d'une grande détermination à favoriser la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et posait plusieurs gestes en ce sens. Par exemple, à l'occasion de sa participation, le 19 mars au Costa Rica, à la 4^e réunion des ministres du Commerce de l'Hémisphère occidental, le ministre canadien, Sergio Marchi, signa avec ce pays un Accord de promotion et de protection des investissements étrangers et un Mémoire d'entente sur le commerce et l'investissement avec le Marché commun des pays d'Amérique centrale et des Antilles. Des discussions étaient aussi entamées avec la Communauté andine pour renforcer avec celle-ci les échanges commerciaux. L'un des points saillants dans le dossier de la libéralisation des échanges à l'échelle continentale a cependant été le choix du Canada, pour les 18 prochains mois, à la présidence des pourparlers sur la ZLEA. Cette désignation, a estimé le ministre Marchi, constitue « un grand privilège » pour le Canada¹¹. Rappelons que le Canada entend prôner lors du

7. MAECI, *Communiqué n° 10*, 14 janvier 1998.

8. *Defense News*, 16 mars 1998; *Jane's Defence Weekly*, 11 mars 1998.

9. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué*, février 1998.

10. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué*, 5 janvier 1998.

11. MAECI, *Communiqué n° 59*, 19 mars 1998, *Communiqué n° 64*, 19 mars 1998, *Déclaration n° 98/18*, 19 mars 1998 et *Déclaration n° 98/21*, 19 mars 1998; *Le Devoir*, 20 mars 1998, p. A8; *The Globe and Mail*, 15 mars 1998, p. B11.

prochain Sommet des Amériques des négociations à la fois rapides et respectueuses des préoccupations des pays ayant de petites économies nationales.

2 – Le MERCOSUR (le marché commun du cône sud)

L'un des objectifs de la mission commerciale d'Équipe Canada en Amérique latine visait à positionner les gens d'affaires canadiens dans de nouveaux marchés mais aussi à faire évoluer le dialogue politique et commercial avec les pays hôtes, notamment dans le dossier des relations entre le Canada et le MERCOSUR. Les discussions menées durant ce voyage, et plus tard durant le trimestre, n'ont toutefois pas permis de signer l'accord de coopération souhaité entre les deux parties. Un différend entre les avionneries Bombardier, du Canada, et Embraer, du Brésil, au sujet de l'octroi de subventions gouvernementales à l'industrie aéronautique, retardait toujours en fin de trimestre la concrétisation de cette entente¹². Le Président de l'Argentine, M. Carlos Menem, dont le pays dirige la présidence du MERCOSUR pour les six prochains mois, s'est toutefois engagé à favoriser la signature de cet accord de coopération avant la fin de son mandat.

3 – L'accord multilatéral sur les investissements

Le gouvernement suivait encore de très près les négociations entourant la signature d'un Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) qui se déroulent à Paris depuis deux ans. Menées jusqu'ici dans la confidentialité au sein de l'OCDE, ces négociations sont placées sous les projecteurs depuis l'automne en raison d'un vaste mouvement d'opinion mené par diverses organisations et les milieux culturels. Répondant à des craintes émises à ce sujet, le ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi, déclarait en février que le Canada ne signerait pas un accord ne correspondant pas aux intérêts fondamentaux du pays. Le ministre a notamment cité comme exigences la présence d'exceptions pour la culture, les soins de santé et l'éducation de même que des mesures d'investissement appropriées aux sensibilités agricoles canadiennes¹³. En février, les négociateurs de l'OCDE conservaient peu d'espoir d'entériner, tel que prévu, l'AMI en avril 1998 ; les négociations devraient se poursuivre sous l'égide de l'OMC¹⁴.

4 – Autres questions

Le gouvernement canadien continuait ses efforts dans la défense du dossier de la fibre chrysotile sur la scène internationale. À cet égard, il accueillera sous peu un émissaire du gouvernement français mandaté pour

12. *Americas Trade*, vol. 5, n° 1, January 8 1998 ; *The Globe and Mail*, 16 janvier 1998, pp. B1-B7 ; *Le Devoir*, 19 janvier 1998, p. A4.

13. MAECI, *Déclaration n° 98/8*, 13 février 1998 ; *The Globe and Mail*, 14 février 1998, p. B3 et 17 février 1998, p. B6 ; *Le Devoir*, 18 février 1998, p. B1.

14. Voir *Le Monde*, 19 février 1998.

examiner les mesures prises par ce pays afin de vérifier si elles sont adaptées à l'évolution des connaissances scientifiques actuelles¹⁵. Un recours devant l'OMC demeure toujours une option envisagée par le Canada. D'autre part, dans le dossier du bois d'œuvre, le gouvernement fédéral annonçait le 17 février qu'il versera à l'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Alberta, quelque 87 millions \$ provenant des sommes perçues sur les exportations de bois d'œuvre résineux vers les États-Unis¹⁶. Enfin, retenons de ce trimestre, l'entrée en vigueur de l'Accord sur les télécommunications de base dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services. Cet événement a été salué par les ministres du Commerce international et de l'Industrie¹⁷.

D — Les politiques d'immigration

Sur la scène canadienne, le Groupe consultatif sur la révision de la législation déposait en janvier son rapport intitulé « Au-delà des chiffres : l'immigration de demain au Canada¹⁸ ». Une vaste consultation publique était dès lors entamée de façon à évaluer les 172 recommandations de ce rapport. On espère pouvoir élaborer un projet de loi issu de cette consultation avant la fin de 1998.

Sur la scène internationale, le Canada et les États-Unis annonçaient en février la suspension des négociations sur le partage des responsabilités en matière d'examen des revendications du statut de réfugié¹⁹. Ces négociations s'inscrivent dans le cadre de l'Accord entre le Canada et les États-Unis sur la frontière commune. Toujours en février, se tenait à Ottawa la 3^e conférence régionale sur la migration qui réunit le Belize, le Canada, le Costa Rica, El Salvador, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua et le Panama²⁰. Celle-ci se terminait par l'adoption d'un Plan d'action en matière de politiques migratoires, de lutte au trafic des migrants illégaux et de droits de la personne.

E — Les politiques d'aide au développement et de sécurité humaine

1 — La sécurité humaine et les droits humains

Comme il en a l'habitude, le gouvernement consultait, ce trimestre, les organisations non gouvernementales canadiennes au sujet d'importants dossiers de développement. Les consultations annuelles sur la consolidation de la paix permettaient notamment de dresser un bilan des seize premiers mois de

15. Gouvernement du Canada, *Communiqué* n° 23, 30 janvier 1998 et *erratum*, 2 février 1998.

16. MAECI, *Communiqué* n° 31, 18 février 1998.

17. Gouvernement du Canada, *Communiqué* n° 26, 5 février 1998.

18. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué* n° 98-01, 6 janvier 1998 et *Communiqué* n° 98-05, 2 février 1998; *The Globe and Mail*, 7 janvier 1998, p. A3; *Le Devoir*, 7 janvier 1998, p. A5 et 12 mars 1998, pp. A1-A8.

19. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué* n° 98-08, 5 février 1998.

20. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué* n° 98-13, 27 février 1998.

l'Initiative canadienne de consolidation de la paix et du Fonds qui lui est rattaché. Des projets réalisés au Guatemala, au Cambodge, en Bosnie et dans la région des Grands Lacs africains ont par exemple permis de noter l'importance de la volonté des populations locales dans la consolidation de la paix et la nécessité d'établir un équilibre entre les institutions publiques, la société civile et le marché pour une saine conduite des affaires publiques. Dans cette optique, le Canada favorisera des projets tenant compte de l'égalité des sexes, de l'atténuation de l'incidence des conflits sur les enfants ou d'un meilleur contrôle des armes illégales²¹.

Le dossier des enfants soldats prendra d'ailleurs une importance croissante dans l'ordre du jour politique du gouvernement canadien et plusieurs observateurs, au pays et à l'étranger, ont prié le Canada de prendre la tête d'une campagne internationale de sensibilisation face à cette tragédie. La réponse canadienne n'est pas encore officiellement connue mais le Canada s'implique sérieusement dans ce dossier. Il envisage par exemple de fixer à 18 ans l'âge minimum pour s'enrôler dans l'armée canadienne. Des discussions sur cette question se tiennent à Genève où un groupe de pays de l'ONU tente d'élaborer un protocole qui interdirait la participation d'enfants dans les conflits armés²².

En matière de droits de la personne, les consultations avec les ONG servaient notamment à préciser la position canadienne lors de la 54^e session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU qui se déroulait du 16 mars au 24 avril, à Genève. Le ministre Axworthy, qui participa le 30 mars à cet événement, exposait alors les grandes lignes du renouvellement de la conception canadienne des droits de l'homme sous l'angle de la sécurité humaine²³. C'est pourquoi le Canada privilégiera la création rapide d'une Cour internationale pénale, l'adoption d'une déclaration sur les droits des peuples autochtones et une prise de position ferme de la communauté internationale en faveur des droits des femmes en Afghanistan. D'autres initiatives étaient aussi confirmées dont la tenue en mars 1998 d'un colloque sur les droits de la personne coparrainé avec la Chine, la publication en juin d'un rapport sur la situation mondiale des droits humains et la venue au Canada en novembre du haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

2 – Autres questions

Pour la première fois depuis 1993, le budget fédéral n'effectuait pas de nouvelles compressions au titre de l'aide publique au développement (ADP). Si la ministre de la Coopération internationale, Mme Diane Marleau, disait y voir un signe que le Canada tournait enfin la page des compressions dans l'aide étrangère, l'objectif de consacrer 0,7 % du PNB à cette activité ne sera pas

21. MAECI, *Déclaration n° 98/10*, 18 février 1998.

22. *The Ottawa Citizen*, 20 mars 1998; *Le Devoir*, 3 février 1998, p. A7.

23. MAECI, *Déclaration n° 98/11*, 19 février 1998, *Communiqué n° 34*, 19 février 1998 et *Déclaration n° 98/24*, 30 mars 1998.

encore rempli à court terme puisque la somme de 1,96 milliard \$ qui sera consacrée à l'APD en 1998-99 ne représente que 0,26 % du PNB canadien²⁴. Quant aux projets s'inscrivant dans l'exercice financier déjà en cours, retenons le versement de 4 millions \$ pour un programme de reconstruction destiné aux communautés palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza²⁵ et l'octroi de 2 millions \$ pour un projet d'aide alimentaire qui permettra de nourrir 45 000 enfants haïtiens d'âge préscolaire et primaire²⁶. De plus, 750 000 \$ étaient versés à l'UNICEF pour combattre la famine alimentaire en Corée du Nord²⁷, 300 000 \$ étaient ajoutés à l'effort international pour venir en aide aux victimes d'un tremblement de terre en Afghanistan²⁸ et 220 000 \$ serviront à appuyer un projet de promotion des droits de la personne en Asie²⁹.

F — Organisations et réunions internationales

1 — L'ONU

Le Canada se réjouissait, ce trimestre, de la nomination de Mme Louise Fréchette comme vice-secrétaire général des Nations Unies, un poste récemment créé dans le cadre des réformes de l'ONU³⁰. Cette nouvelle fonction consistera à appuyer le Secrétaire général dans ses nombreuses tâches, à le remplacer en son absence et à porter une attention particulière au rôle directeur de l'ONU dans les domaines économique et social. Mme Fréchette, qui a notamment été ambassadeur du Canada à l'ONU de 1992 à 1994, occupait depuis juin 1995 le poste de sous-ministre au ministère de la Défense nationale. Son mandat expirera le 31 décembre 2001.

2 — Le Commonwealth

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, et le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. David Kilgour, participaient à Londres, les 2 et 3 mars, à la réunion du Groupe ministériel d'action du Commonwealth (GMAC) dont l'ordre du jour était consacré à l'examen des situations en Gambie, au Sierra Leone et au Nigeria. Dans ce dernier cas, le Canada attendra avec impatience l'échéance du 1^{er} octobre 1998, date à laquelle le Nigeria doit avoir accompli de façon satisfaisante un programme crédible de démocratisation. Quant à l'imposition de sanctions contre ce pays, le ministre Axworthy se disait préoccupé par l'affaiblissement possible de cette politique en faisant référence à la participation du Nigeria à des activités sportives internationales

24. *The Globe and Mail*, 25 février 1998, p. A7; *Le Devoir*, 26 février 1998, p. A4.

25. ACDI, *Communiqué* n° 98-11, 12 mars 1998.

26. ACDI, *Communiqué* n° 98-03, 2 février 1998.

27. ACDI, *Communiqué* n° 98-17, 23 mars 1998.

28. ACDI, *Communiqué* n° 98-05, 13 février 1998.

29. ACDI, *Communiqué* n° 98-01, 27 janvier 1998.

30. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 12 janvier 1998; *Le Devoir*, 13 janvier 1998, p. A2; *The Globe and Mail*, 10 janvier 1998, p. A10.

telles que la Coupe du Monde de football³¹. À l'égard du Sierra Leone, le GMAC décidait de dépêcher une mission dans ce pays. Le secrétaire d'État Kilgour participa, les 30 et 31 mars, à cette mission appuyant le retour du président démocratiquement élu, M. Ahmed Tejan Kabbah³².

3 – L'OEA

Les 5 et 6 mars, le ministre canadien des Affaires étrangères participait à la première Conférence des Amériques de l'OEA qui se tenait à Washington. Le ministre Axworthy y prononça le discours de fermeture qu'il consacrait à l'utilisation de la diplomatie douce pour le renforcement des institutions régionales et le traitement des nouvelles priorités en matière de sécurité humaine et de désarmement. Outre les dossiers prioritaires des armes légères, du commerce de la drogue et de la consolidation de la paix, M. Axworthy a indiqué que le Canada s'impliquera dans les dossiers des droits des autochtones et des personnes handicapées. Le ministre a également incité l'OEA à faire une fois de plus preuve de leadership international en devenant la première région du monde dont tous les membres auraient signé le traité interdisant les mines antipersonnel³³.

G — Les relations canado-américaines

1 – Questions politiques

Un secrétaire d'État américain effectuait pour la première fois en dix ans une visite officielle au Canada ce trimestre. Mme Madeleine Albright s'arrêtait au Canada, les 9 et 10 mars, après une tournée diplomatique qui l'avait amenée en Ukraine, en Italie, en Allemagne, en France et au Royaume-Uni³⁴. Cette visite permettait à la fois de discuter des derniers développements en Iraq³⁵ et au Kosovo et de faire le point sur l'état des relations bilatérales. À cet égard, le Canada et les États-Unis continueront de renforcer leur coopération transfrontière en acceptant par exemple de créer des conseils internationaux pour les bassins hydrographiques mixtes, d'élaborer des mesures d'urgence en cas de catastrophes naturelles (crues de rivière, tempête de verglas...) et d'établir un nouveau programme pour la formation professionnelle des jeunes³⁶. La secrétaire d'État a également réitéré publiquement la position traditionnelle américaine sur l'unité canadienne³⁷.

31. MAECI, *Communiqué n° 38*, 26 février 1998; *The Globe and Mail*, 4 mars 1998, p. A9; *The Toronto Star*, 4 mars 1998, p. A12.

32. MAECI, *Communiqué n° 69*, 24 mars 1998; *Deutsche Press-Agentur*, 30 mars 1998.

33. MAECI, *Déclaration n° 98/13*, 6 mars 1998 et *Communiqué n° 42*, 3 mars 1998.

34. MAECI, *Communiqué n° 41*, 3 mars 1998; Défense nationale, *Communiqué*, 9 mars 1998.

35. Voir *Agence France Presse*, 10 mars 1998.

36. MAECI, *Communiqué n° 50*, 10 mars 1998; voir aussi MAECI, *Communiqué n° 7*, 13 janvier 1998.

37. *The Globe and Mail*, 9 mars 1998, p. A4, 10 mars 1998, pp. A1-A2 et 11 mars 1998, p. A3; *Le Devoir*, 11 mars 1998, pp. A1-A10.

2 – Questions économiques et autres

Des ministres canadiens se rendaient aux États-Unis en mars. D'abord le Premier ministre canadien, qui était l'invité de l'*Economic Club* de New York, dressait devant ses 1 500 membres un bilan largement positif des quatre dernières années de croissance économique du Canada et imputait la faiblesse temporaire du dollar canadien à certaines spéculations boursières³⁸. Quelques jours plus tard, le ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi, accompagnait à Chicago une soixantaine de nouveaux exportateurs spécialisés dans le secteur manufacturier. M. Marchi prononçait pour sa part des allocutions devant le Comité Mid-America et le Forum MidWest et signait six accords ayant pour but de faciliter le commerce entre les deux pays³⁹.

Quant au différend Canada-États-Unis sur le saumon du Pacifique, les deux parties demeuraient toujours incapables d'y remédier à court terme⁴⁰. Le Canada nommait en mars un nouveau négociateur en chef, M. Donald McRae, à qui il confiait la responsabilité de conclure des accords provisoires avant la prochaine saison de pêche⁴¹.

H — Le Canada et l'espace européen

1 – Le séjour du ministre des Affaires étrangères

Avant de se rendre à Genève pour assister à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le ministre des Affaires étrangères du Canada s'arrêtait en Hongrie, en Bosnie et en ex-République yougoslave de Macédoine, du 26 au 29 mars. À Budapest, M. Axworthy rencontrait les dirigeants hongrois en plus de prendre la parole lors d'une conférence régionale sur les mines antipersonnel. Plusieurs pays participant à la conférence n'étant pas signataires du traité d'Ottawa, le ministre saisissait l'occasion pour poursuivre le dialogue sur l'interdiction universelle de ces armes⁴². M. Axworthy se rendait par la suite en Bosnie rencontrer la Présidente et le Premier ministre de la Republika Srpska (RS), le ministre des Affaires étrangères de Bosnie et le président de la Fédération croato-musulmane. Il annonçait alors que le Canada verserait 10 millions de dollars pour le déminage en Bosnie, renforcerait son appui financier à la RS pour ses efforts de reconstruction et offrirait 1 million de dollars pour payer des arriérés dans les salaires de professeurs d'écoles secondaires⁴³. En ex-République yougoslave de Macédoine, pays voisin du Kosovo, le ministre

38. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 3 mars 1998; *The Globe and Mail*, 4 mars 1998, pp. A1-A4; *Le Devoir*, 4 mars 1998, p. A4.

39. MAECI, *Communiqué n° 55*, 13 mars 1998 et *Déclaration n° 98/17*, 17 mars 1998.

40. Pêches et Océans Canada, *Communiqué*, 12 janvier 1998; *The Globe and Mail*, 10 janvier 1998, pp. A1-A5, 13 janvier 1998, pp. A1-A17, 23 janvier 1998, pp. A1-A5 et 12 février 1998, p. A3.

41. MAECI, *Communiqué n° 47*, 9 mars 1998.

42. MAECI, *Déclaration n° 98/22*, 26 mars 1998.

43. MAECI, *Communiqué n° 58*, 18 mars 1998; *Agence France Presse*, 27 mars 1998.

discutait au premier chef de la stabilité dans la région en rencontrant les dirigeants du pays ainsi que plusieurs leaders ethniques albanais. La question du maintien de la présence militaire canadienne après l'échéance du mandat de la FORDEPRENU, le 31 août 1998, a également été discutée de même que l'ouverture prochaine d'un consulat canadien⁴⁴.

2 – Le séjour de la ministre de la Coopération internationale

Au début de mars, Mme Diane Marleau, ministre de la Coopération internationale et ministre de la Francophonie, effectuait une mission en Ukraine, en Roumanie et en Bosnie, afin de discuter, dans les deux premiers pays, des réformes économiques et politiques, et, dans le troisième, des progrès de l'édification de la paix. Ce voyage était ponctué de plusieurs annonces, dont l'envoi d'observateurs canadiens aux élections du 29 mars en Ukraine, un appui de 1 million de dollars pour la mise en œuvre d'une stratégie nationale sur le sida en Roumanie et le versement de 1 million \$ pour aider le nouveau gouvernement de la Republika Srpska. Mme Marleau a également profité de ce séjour pour visiter plusieurs projets financés par le Canada⁴⁵.

3 – La République fédérale de Yougoslavie

Le gouvernement canadien suivait de près la situation dans la région du Kosovo de la République fédérale de Yougoslavie en dénonçant le recours à la violence. L'ambassadeur du Canada à Belgrade communiquait les inquiétudes du gouvernement aux autorités yougoslaves tandis que l'ambassadeur de Yougoslavie au Canada était convoqué au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Devant l'absence de volonté du président Slobodan Milosevic d'emprunter la voie de la paix, le Canada décidait le 9 mars d'appliquer certaines mesures dont la suspension des crédits à l'exportation et la mise en veilleuse des discussions sur plusieurs accords bilatéraux. La révocation de ces mesures, précise le communiqué émis à ce sujet, dépend du président Milosevic qui doit ouvrir le dialogue avec les Albanais du Kosovo concernant le statut de leur région⁴⁶.

4 – L'Union Européenne

En sa qualité de président du Conseil des affaires générales de l'UE, le secrétaire d'État britannique effectuait, en compagnie du vice-président de la Commission européenne, une visite de travail, le 16 janvier. Les législations extra-territoriales américaines ont été au cœur des discussions. L'UE a incité le Canada à recourir aux dispositions de l'ALENA pour faire avancer le dossier

44. MAECI, *Communiqué n° 70*, 25 mars 1998 ; *Agence France Presse*, 29 mars 1998.

45. ACDI, *Communiqué n° 98-06*, 26 février 1998, *Communiqué n° 98-07*, 2 mars 1998, *Communiqué n° 98/08*, 4 mars 1998 et *Communiqué n° 98/09*, 6 mars 1998.

46. MAECI, *Communiqué n° 44*, 5 mars 1998 et *Communiqué n° 48*, 9 mars 1998.

mais les autorités canadiennes ont indiqué qu'elles ne se résoudreont à cette éventualité qu'en dernier recours⁴⁷. L'introduction de l'Euro, la crise financière asiatique et la création d'une zone de libre-échange transatlantique ont constitué d'autres sujets d'intérêts communs. Quant au litige sur l'importation de viande bovine canadienne produite au moyen d'hormones de croissance, l'UE a précisé qu'elle ne lèverait pas immédiatement son embargo. Le Canada a demandé à l'UE de rouvrir ce marché après la publication d'un rapport favorable aux Canadiens produit par l'organe d'appel de l'OMC sur cette question⁴⁸. Les deux parties croiseront aussi le fer devant l'OMC dans un autre dossier puisque l'UE introduisait, le 20 janvier, une plainte contre le régime canadien de distribution de films cinématographiques⁴⁹.

I — Le Canada, l'Amérique latine et les Antilles

1 — La mission commerciale d'Équipe Canada

Pour sa quatrième édition, Équipe Canada se rendait, du 10 au 23 janvier, au Mexique, au Brésil, en Argentine et au Chili. Quelque 500 gens d'affaires, principalement des représentants de petites et moyennes entreprises, y participaient alors que tous les premiers ministres provinciaux devaient se joindre à cette mission. Cependant, la gestion des dommages causés par une sévère tempête de verglas qui frappa le Québec et l'Ontario retint au pays les deux premiers ministres des provinces touchées ainsi que le Premier ministre canadien. Pour cette raison, le gouverneur général remplaça M. Chrétien lors de la première partie de la mission tandis que le Premier ministre québécois annula la totalité de son séjour et que le Premier ministre ontarien rejoignit la délégation à mi-parcours⁵⁰.

L'itinéraire de ce voyage se composait des villes de Mexico, Sao Paulo, Brasilia, Buenos Aires et Santiago et dans chacune d'entre elles étaient signés plusieurs accords bilatéraux et ententes commerciales. Lors de la première escale, Mexico, six accords bilatéraux ont été signés dans les domaines de la lutte contre le trafic des narcotiques, des télécommunications, de la santé, de l'éducation et des forêts⁵¹. Un centre d'éducation canadien a également été ouvert. D'ailleurs, trois autres centres d'éducation seront inaugurés durant ce voyage, les autres étant situés à Sao Paulo, Buenos Aires et Santiago⁵². L'escale

47. MAECI, *Communiqué n° 12*, 15 janvier 1998; *Europolitique n° 2284*, 21 janvier 1998; *The Globe and Mail*, 17 janvier 1998, p. B3.

48. MAECI, *Communiqué n° 13*, 16 janvier 1998; *The Globe and Mail*, 15 janvier 1998, p. B6 et 16 janvier 1998, p. B7.

49. *The Globe and Mail*, 21 janvier 1998, p. B4; *Europolitique n° 2285*, 24 janvier 1998.

50. *The Globe and Mail*, 14 janvier 1998, p. A4 et 16 janvier 1998, p. A3; *Le Devoir*, 12 janvier 1998, p. A3.

51. Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 4*, 12 janvier 1998 et *Discours 98/2*, 13 janvier 1998; *The Globe and Mail*, 14 janvier 1998, p. B7.

52. Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 5*, 12 janvier 1998, *Communiqué n° 16*, 16 janvier 1998 et *Communiqué n° 18*, 22 janvier 1998.

mexicaine a, en outre, permis la signature de 91 ententes commerciales évaluées à 229,9 millions \$ alors que la Société pour l'expansion des exportations (SEE) a pour sa part signé onze accords de ligne de crédit totalisant 600 millions de dollars⁵³. Retenons enfin de cette étape, le lancement du Plan d'action du Canada en matière de commerce avec le Mexique⁵⁴ ainsi que, sur le plan politique, les discussions entre certains premiers ministres provinciaux et le Président mexicain au sujet de la situation au Chiapas⁵⁵.

Six autres accords bilatéraux ont été signés durant l'étape suivante, le Brésil. Les relations canado-brésiliennes se sont renforcées dans les secteurs de la protection des investissements, de la coopération agricole, des droits de la personne, du déminage et du maintien de la paix⁵⁶. Les gens d'affaires ont, quant à eux, paraphé 66 contrats et ententes de principe totalisant 144,9 millions de dollars alors que la SEE a signé sept accords de ligne de crédit. Les Premiers ministres canadien et brésilien ont de plus profité de leur tête-à-tête pour examiner le différend qui oppose leurs pays au sujet de l'exportation d'avions de transport régional (cf. section C-2). Tous deux ont convenu de nommer des envoyés spéciaux pour ce dossier et leurs choix se portèrent sur MM. Marc Lalonde et Luiz Olavo Baptista⁵⁷.

La troisième étape de la mission, l'Argentine, a, quant à elle, généré la signature de cinq accords bilatéraux témoignant du désir des deux pays de coopérer dans les domaines de la sécurité sociale, de l'éducation et du déminage humanitaire. Les gens d'affaires ont connu une autre étape fructueuse en signant 70 ententes commerciales totalisant 143,1 millions de dollars⁵⁸. Comme il l'avait fait au Brésil, le Premier ministre canadien s'est entretenu avec son homologue de l'évolution des relations entre le Canada et le MERCOSUR. Le Président argentin a alors donné son appui personnel en faveur d'un déblocage rapide du dossier⁵⁹.

Au Chili, le passage de la délégation canadienne a permis la signature de quatre accords bilatéraux consacrés à l'expansion des liens éducationnels et technologiques entre les deux pays. Un total de 66 contrats commerciaux évalués à 759 millions \$ ont été conclus⁶⁰. Cette étape a également permis la tenue de la première séance de la Commission de l'Accord de libre-échange Canada-Chili⁶¹. Il a notamment été question des préparatifs entourant le

53. Gouvernement du Canada, *Communiqué* n° 8, 13 janvier 1998.

54. MAECI, *Déclaration* n° 98/1, 12 janvier 1998.

55. *The Globe and Mail*, 13 janvier 1998, p. A9.

56. Gouvernement du Canada, *Communiqué* n° 11, 15 janvier 1998 et *Communiqué*, 16 janvier 1998; *The Globe and Mail*, 17 janvier 1998, p. B3.

57. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 29 janvier 1998.

58. Gouvernement du Canada, *Communiqué*, 19 janvier 1998 et *Communiqué*, 20 janvier 1998; *The Globe and Mail*, 21 janvier 1998, p. B6.

59. *The Globe and Mail*, 20 janvier 1998, p. B3.

60. Gouvernement du Canada, *Communiqué*, 21 janvier 1998 et *Communiqué*, 22 janvier 1998.

61. Gouvernement du Canada, *Discours* n° 98/6, 21 janvier 1998 et *Déclaration* n° 98/7, 21 janvier 1998.

2^e Sommet des Amériques dont le Chili sera l'hôte en avril 1998 et le Canada a réitéré à cet égard qu'il travaillera ardemment au lancement des négociations pour l'établissement d'une zone de libre-échange à l'échelle des Amériques.

Le bilan total de cette 4^e mission d'Équipe Canada se chiffre à 117 contrats commerciaux, 176 ententes de principe, 13 investissements et 18 ententes pour des lignes de crédits. En annonçant ce bilan, le Premier ministre canadien a déclaré qu'il démontrait « la force des engagements canadiens à ses partenaires d'Amérique latine⁶² ».

2 – Cuba

À l'occasion du premier anniversaire de la signature de la Déclaration conjointe Canada-Cuba, le vice-président du Conseil d'État cubain, M. Carlos Lage, effectuait une visite à Ottawa, les 12 et 13 février⁶³. M. Lage et son hôte, le ministre canadien des Affaires étrangères, ont dressé un bilan positif de la coopération bilatérale en matière de droits de la personne, notamment pour les questions relatives aux femmes, aux enfants ainsi que pour le développement des échanges parlementaires. Une invitation a aussi été faite au Premier ministre canadien de se rendre dans ce pays dans un avenir rapproché⁶⁴. Enfin, deux accords bilatéraux, soit un nouvel accord sur les transports aériens et le renouvellement du traité contre les détournements d'avions, ont été signés⁶⁵.

Par ailleurs, plus tard au cours du trimestre, le gouvernement canadien a annoncé qu'il acceptait de recevoir 19 prisonniers d'opinion cubains. Les autorités cubaines avaient accepté, durant la visite du pape dans leur pays en janvier, de libérer une centaine de prisonniers et le Canada s'était tenu en étroit rapport avec le Vatican dans cette affaire. En fin de trimestre, cinq de ces dossiers soulevaient des inquiétudes en matière de sécurité et le ministère de l'Immigration enquêtait sur ceux-ci⁶⁶.

3 – Le Pérou

Les 25 et 26 mars, le ministre des Affaires étrangères du Pérou, M. Eduardo Ferrero Costa, effectuait une visite officielle au Canada au cours de laquelle étaient signés trois documents⁶⁷. Un protocole d'entente établira dorénavant des liens de haut niveau plus réguliers entre le Pérou et le Canada, une déclaration d'intention lancera des négociations pour un traité d'entraide

62. Gouvernement du Canada, *Discours*, 22 janvier 1998.

63. MAECI, *Communiqué n° 27*, 9 février 1998; voir aussi *The Globe and Mail*, 11 mars 1998, p. A24.

64. *The Globe and Mail*, 14 février 1998, p. A13.

65. MAECI, *Communiqué n° 28*, 12 février 1998.

66. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 26 février 1998; voir aussi *The Globe and Mail*, 13 mars 1998, pp. A1-A10, 14 mars 1998, p. A11, 21 mars 1998, p. A9, 31 mars 1998, p. A9 et 1^{er} avril 1998, p. A8; *Le Devoir*, 31 mars 1998, p. A4.

67. MAECI, *Communiqué n° 71*, 25 mars 1998.

juridique en matière pénale et une déclaration conjointe soulignera l'importance accordée par les deux pays pour la protection de leur patrimoine culturel. M. Costa compléta sa visite par plusieurs discussions avec des représentants canadiens.

4 – Autres questions

Le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. David Kilgour, assistait, fin janvier, à l'assermentation du président du Honduras, M. Carlos Flores⁶⁸. Il profita de ce séjour pour visiter les projets d'aide au développement financés par le Canada. Le ministre visita aussi la Colombie durant le mois de mars où il représenta le Canada à la 39^e réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement⁶⁹.

J — Le Canada, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

1 – L'Algérie

À la suite de nouveaux événements tragiques en Algérie, le dialogue politique s'intensifiait entre les dirigeants canadiens et algériens. En janvier, le Canada dépêchait sur place un émissaire spécial en la personne de M. Claude Laverdure, sous-ministre adjoint (Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord)⁷⁰. Celui-ci transmet à ses hôtes une lettre dans laquelle le Premier ministre exprime les préoccupations canadiennes face à la persistance de la violence en Algérie et offre une aide humanitaire. En mars, une délégation de parlementaires dirigée par le leader du gouvernement en Chambre, M. Don Boudria, se rendait par la suite dans ce pays à l'invitation de l'Assemblée nationale algérienne⁷¹. À la lumière des constatations faites par les visiteurs canadiens et de consultations tenues auprès d'organisations non gouvernementales, le gouvernement annonçait à la fin de mars de nouvelles initiatives⁷². Parmi celles-ci, notons la venue au Canada de parlementaires algériens, la tenue prochaine à Ottawa de la Commission bilatérale Canada-Algérie et le renforcement des efforts pour encourager la presse libre, la création d'emploi et les projets d'aide en faveur des femmes et des enfants. Un projet destiné à envoyer en Algérie des intervenants auprès des enfants ayant subi un traumatisme pourrait de plus voir le jour en collaboration avec la Norvège⁷³.

68. MAECI, *Communiqué n° 21*, 26 janvier 1998.

69. Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 56*, 13 mars 1998.

70. MAECI, *Communiqué n° 1*, 6 janvier 1998 et *Communiqué n° 9*, 14 janvier 1998; *Le Devoir*, 8 janvier 1998, p. A2.

71. MAECI, *Communiqué n° 29*, 12 février 1998; *Le Devoir*, 2 mars 1998, p. A2 et 6 mars 1998, p. A10.

72. MAECI, *Communiqué n° 52*, 11 mars 1998.

73. *The Globe and Mail*, 18 mars 1998, pp. A1-A10.

2 – L'Iraq

Les yeux de la communauté internationale étaient de nouveau tournés vers l'Iraq, ce trimestre, en raison de son refus persistant de donner accès aux inspecteurs de l'ONU à certains sites soupçonnés de produire ou d'entreposer des armes de destruction massive. La tension internationale atteignait un point culminant au début du mois de février⁷⁴ et les États-Unis demandèrent officiellement au Canada de fournir un soutien militaire afin d'appuyer une éventuelle manifestation de fermeté contre l'Iraq⁷⁵. Un débat spécial sur la participation canadienne était tenu le 9 février à la Chambre des communes et les partis d'opposition se prononçaient de manière divisée sur cette question. Durant ce débat, le Premier ministre canadien résumait la position de son gouvernement en expliquant que le Canada privilégiait une solution diplomatique à cette crise mais qu'il ne pouvait sanctionner « qu'on se moque de la volonté clairement exprimée du Conseil de sécurité⁷⁶ ». Le bilan politique de Saddam Hussein, a-t-il poursuivi, « montre qu'il ne respectera pas les solutions diplomatiques tant et aussi longtemps qu'elles ne seront pas assorties d'une menace d'intervention ou d'une intervention ». Le gouvernement annonçait, le 10, une contribution canadienne qui prenait la forme de l'envoi d'une frégate de patrouille et de deux avions tactiques de ravitaillement⁷⁷. Le ministre des Affaires étrangères se rendait de son côté à New York rencontrer le Secrétaire général des Nations Unies ainsi que des représentants du Conseil de sécurité et des pays de la région. Il rappela notamment l'importance du régime d'inspections institué par l'ONU en Iraq dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive⁷⁸. Dans les jours qui suivirent ces préparatifs et décisions, la tension internationale baissait graduellement grâce au succès de la mission du Secrétaire général de l'ONU en Iraq et à la reprise des inspections des sites conformément à l'accord conclu entre les deux parties. Un diplomate canadien, l'ambassadeur Michael Bell, était d'ailleurs choisi pour faire partie du groupe de diplomates devant accompagner les inspecteurs onusiens⁷⁹.

K — Le Canada et l'Afrique (sud du Sahara)

1 – Le séjour en Afrique de la ministre Diane Marleau

À la mi-mars, la ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, Mme Diane Marleau, effectuait un séjour en

74. *Le Devoir*, 29 janvier 1998, p. A4, 30 janvier 1998, p. A9 et 3 février 1998, pp. A1-A10.

75. *The Globe and Mail*, 9 février 1998, pp. A1-A9.

76. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 9 février 1998; *Le Devoir*, 10 février 1998, pp. A1-A8; *The Globe and Mail*, 10 février 1998, pp. A1-A8.

77. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué*, 10 février 1998; *Le Devoir*, 11 février 1998, p. A8; *The Globe and Mail*, 11 février 1998, pp. A1-A10.

78. MAECI, *Déclaration n° 98/9*, 17 février 1998; *The Globe and Mail*, 18 février 1998, p. A6; *Le Devoir*, 18 février 1998, p. A6 et 19 février 1998, p. A4.

79. *The Globe and Mail*, 20 mars 1998, p. A9.

Afrique. Elle participait notamment, les 15 et 16 mars, au Botswana, à la réunion du comité économique de la Coalition mondiale pour l'Afrique. La ministre annonça à cette occasion que le Canada versera 8 millions \$ à la Banque mondiale pour aider le Mozambique à réduire sa dette. Au cours de ce séjour, Mme Marleau s'arrêta aussi en Afrique du Sud où elle annonça que l'ACDI fournirait 8 millions \$ pour un programme de cinq ans consacré à la formation des enseignants et au renforcement des institutions d'enseignement primaire et secondaire de ce pays⁸⁰.

2 – La République démocratique du Congo

Les opérations de l'ambassade du Canada à Kinshasa, suspendues depuis mai 1993, reprenaient en janvier et Mme Verona Edelstein était nommée au poste d'ambassadrice. La reprise de ces activités permettra « d'engager un dialogue soutenu avec le gouvernement congolais et de favoriser ainsi l'instauration d'une saine gestion des affaires publiques, l'épanouissement de la démocratie ainsi que le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales⁸¹ ».

L — Le Canada, l'Asie et l'Océanie

1 – La Chine

Accompagné d'une centaine de gens d'affaires, le ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi, se rendait du 27 mars au 5 avril, à Beijing, Shanghai et Hong Kong. Cette mission de neuf jours générerait des contrats commerciaux d'une valeur de 800 millions de dollars et soulignait le vingtième anniversaire du Conseil commercial Canada-Chine, tout en permettant l'ouverture du bureau de Hong Kong de la Commission canadienne du tourisme et du Bureau canadien d'éducation de Beijing⁸².

Outre les échanges commerciaux dans les secteurs de l'énergie, la construction, l'agroalimentaire et l'éducation, la mission a également permis au ministre Marchi de discuter avec ses hôtes des efforts de la Chine pour préparer son accession à l'OMC ainsi que des mesures annoncées par le gouvernement chinois pour privatiser des entreprises d'État et procéder à de nouvelles réformes économiques. Les discussions pour la signature d'un accord bilatéral sur la protection des investissements n'ont cependant pu être achevées et les négociateurs chinois se rendront à Ottawa pour poursuivre les négociations dans ce dossier⁸³.

80. ACDI, *Communiqué n° 98-13*, 13 mars 1998, *Communiqué n° 98-15*, 13 mars 1998 et *Communiqué n° 98-16*, 16 mars 1998.

81. MAECI, *Communiqué n° 17*, 20 janvier 1998.

82. MAECI, *Communiqué n° 62*, 19 mars 1998, *Communiqué n° 76*, 31 mars 1998, *Communiqué n° 79*, 2 avril 1998, *Communiqué n° 84*, 3 avril 1998 et *Déclaration n° 98/23*, 27 mars 1998.

83. *The Globe and Mail*, 6 avril 1998, p. B4.

Un autre objectif de cette mission était aussi de renforcer le dialogue politique entre les deux pays. À ce chapitre, un groupe de parlementaires a été formé pour établir des échanges réguliers entre les parlementaires canadiens et les membres de l'Assemblée populaire chinoise⁸⁴. Le suivi général de cette mission sera fait au cours des prochains mois grâce à la visite à Montréal, Ottawa et Toronto, du maire de Shanghai et à celles des ministres canadiens de l'Agriculture, de la Coopération internationale et de l'Industrie, et du secrétaire d'État (Asie-Pacifique), qui tous séjourneront en Chine dans un avenir rapproché⁸⁵.

Par ailleurs, dans le domaine des droits de la personne, le Canada se réjouissait ce trimestre de l'annonce faite par la Chine de la signature du Pacte international sur les droits civils et politiques⁸⁶. Les deux pays ont aussi coparrainé, en mars, un symposium sur les questions juridiques relatives aux droits de la personne⁸⁷ et, en février, le ministre canadien des Affaires étrangères a eu un entretien privé avec le dissident Wei Jingsheng⁸⁸.

2 – Le Japon

Le ministre canadien des Affaires étrangères se rendait au Japon, le 7 février, pour assister à l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Nagano. Il profita de cette occasion pour rencontrer son homologue japonais et discuter de coopération bilatérale et internationale dont le dossier des mines anti-personnel et les prochaines élections au Conseil de sécurité de l'ONU. M. Axworthy a de plus remercié le Japon pour sa contribution financière lors de la tempête de verglas de janvier⁸⁹. D'autre part, notons la publication en janvier du 6^e Plan d'action du Canada pour le développement des relations commerciales et économiques avec ce pays⁹⁰.

3 – Les séjours en Asie du secrétaire d'État, Raymond Chan

Le secrétaire d'État, Raymond Chan, visitait plusieurs pays asiatiques ce trimestre. En janvier, il se rendait au Laos avant de diriger une mission commerciales au Viêt nam. La visite de M. Chan au Laos était la première visite officielle d'un ministre canadien dans ce pays depuis 1973. Un vaste éventail de sujets tant politiques qu'économiques ont donc été abordés de façon à renforcer les relations entre les deux pays⁹¹.

84. MAECI, *Communiqué n° 75*, 30 mars 1998.

85. MAECI, *Déclaration n° 98/25*, 31 mars 1998; *Le Devoir*, 4-5 avril 1998, p. C3.

86. MAECI, *Communiqué n° 54*, 12 mars 1998.

87. MAECI, *Communiqué n° 40*, 27 février 1998.

88. *The Globe and Mail*, 13 février 1998, p. A3.

89. MAECI, *Communiqué n° 25*, 3 février 1998.

90. MAECI, *Communiqué n° 24*, 30 janvier 1998.

91. MAECI, *Communiqué n° 6*, 13 janvier 1998; *The British Broadcasting Corporation*, 21 janvier 1998.

Le secrétaire d'État, accompagné de son collègue aux Institutions financières internationales, a aussi visité l'Indonésie, la Malaysia et Singapour, du 31 mars au 3 avril, afin de discuter de la situation économique asiatique⁹². Il a alors été annoncé que le Canada fournira une enveloppe d'aide de 280 millions de dollars à l'Indonésie pour parer aux difficultés que connaît la population de ce pays. Cette enveloppe d'aide est principalement composée de garanties de crédits à l'exportation de produits agricoles gérés par la Commission canadienne du blé. M. Chan a poursuivi ce séjour en Asie en accompagnant au Pakistan le Gouverneur général du Canada, M. Roméo Leblanc, qui effectuait au même moment des visites officielles en Inde et au Pakistan, avec une escale dans les Émirats arabes unis⁹³.

M — Le Canada et la région circumpolaire

Les 19 et 20 janvier se tenait en Suède une réunion du Conseil euro-arctique de la mer de Barents, une organisation auprès de laquelle le Canada possède un statut d'observateur et qui partage bon nombre d'objectifs avec le Conseil de l'Arctique. Le ministre des Affaires étrangères qui participait à cette réunion à la tête de la délégation canadienne profitait également de l'occasion pour faire de brèves escales en Islande et au Groenland afin de resserrer les liens économiques et culturels avec ces communautés. En marge de la réunion, il rencontrait aussi ses homologues suédois et russe pour faire le point sur des divers dossiers bilatéraux et internationaux⁹⁴.

N — Chronologie thématique*

Le Canada et l'IDEA

23 janvier :

Le Canada se joint à l'Institut international pour la démocratie et la supervision des élections (IDEA) créé en mars 1995. L'annonce est faite lors de la visite à Ottawa du secrétaire général de cet organisme. (MAECI, *Communiqué n° 20*, 23 janvier 1998).

Le Sri Lanka

4 février :

Le gouvernement canadien transmet ses félicitations à la population du Sri Lanka à l'occasion du 50^e anniversaire de son indépendance. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 4 février 1998).

92. MAECI, *Communiqué n° 73*, 29 mars 1998, *Communiqué n° 77*, 31 mars 1998; *The Globe and Mail*, 1^{er} avril 1998, pp. A1-A8.

93. Gouverneur général du Canada, *Communiqué*, 18 mars 1998.

94. MAECI, *Communiqué n° 15*, 16 janvier 1998; *ITAR-TASS News Agency*, 20 janvier 1998; *Agence France Presse*, 20 janvier 1998.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Attaque contre un camp de réfugiés birmanis

12 mars :

L'ambassadeur de Birmanie au Canada est convoqué au sujet de l'attaque perpétrée contre un camp de réfugiés birmanis situé près de Mae Sot, sur la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande. (MAECI, *Communiqué n° 53*, 12 mars 1998).

La protection de la couche d'ozone

27 mars :

Le Canada devient le premier pays à ratifier les modifications les plus récentes apportées au Protocole de Montréal relatif aux substances appauvrissant la couche d'ozone. (Gouvernement du Canada, *Communiqué*, 27 mars 1998).

*Autres séjours ministériels à l'étranger*30 janvier et 1^{er} février :

Le ministre du Commerce international et le ministre de l'Industrie assistent au Forum économique de Davos, en Suisse. (MAECI, *Communiqué n° 22*, 28 janvier 1998).

30 mars au 2 avril :

La ministre du Patrimoine canadien dirige la délégation canadienne à la conférence de l'UNESCO sur les politiques culturelles pour le développement. (Gouvernement du Canada, *Communiqué n° 73A*, 30 mars 1998).

Nominations diplomatiques et autres

9 janvier : M. Blaine Favel est nommé conseiller aux Affaires autochtones internationales (MAECI, *Communiqué n° 3*, 9 janvier 1998).

23 janvier : On apprend la nomination de M. Paul Lau à titre de consul général à Guangzhou (République populaire de Chine). (MAECI, *Communiqué n° 19*, 23 janvier 1998).

20 février : M. John Weekes est élu à la présidence du Conseil général de l'OMC (MAECI, *Communiqué n° 37*, 20 février 1998).

23 février : Le juge en chef de la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick est choisi par le gouvernement du Royaume-Uni pour faire partie de la Commission d'enquête qui se penchera sur les événements survenus en Irlande du Nord en 1972. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 23 février 1998).